



Tous en lutte le 22 novembre POUR UN RETRAIT PUR ET SIMPLE du projet de privatisation de la Poste

NPA
POUR UN
**NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE**
npa2009.org

npa49@yahoo.fr

Pour prendre contact: ecrire@npa2009.org ou npa49@yahoo.fr
Par courrier, envoyez vos coordonnées à NPA, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Nom :

Prénom :

adresse :

Tel :

Mail :



Comité Angevin Pour un Nouveau Parti Anticapitaliste

Un gouvernement inquiet

Guaino, conseiller de Sarkozy a annoncé que l'ouverture au capital de la Poste était « suspendue » mais en même temps, lui-même et le ministre du travail ont déclaré que cela aurait bien lieu et dans le calendrier prévu. Le gouvernement ne renonce pas. Il aimerait seulement désamorcer l'exaspération en train de naître. Il craint la mobilisation des postiers. Leur mouvement du 23 septembre a été un succès. Et il sait qu'ils ont la sympathie de la majorité de la population. Des comités réunissant usagers, syndicats, associations et élus locaux pour refuser la privatisation de la Poste, exiger un débat public et organiser un référendum naissent un peu partout. Des manifestations locales de plus en plus nombreuses commencent à fleurir dans le pays.

Un désastre social

Après des milliers de boîtes aux lettres supprimées, des bureaux fermés, ce sont 40 000 emplois qui sont en jeu. Avec la privatisation, en Europe, on compte 25 % d'effectif en moins en Suède et 70 % d'augmentation des tarifs, 300 000 lettres perdues en Grande Bretagne et l'Autriche annonce la fermeture de trois quarts des bureaux et la suppression de plus du tiers des effectifs. La privatisation supprimerait des emplois, dégraderait davantage les conditions de travail, baisserait les salaires, augmenterait les tarifs, déteriorerait un peu plus le service. Cela rapprocherait la Poste des pratiques des sociétés qui distribuent des prospectus, qui exploitent sauvagement leurs salariés, sans garantie pour les usagers de recevoir les lettres importantes, propositions d'embauche, factures ou recommandés.

De la fracture postale à la fracture sociale

L'argument du gouvernement qu'il n'a pas l'argent pour maintenir le service public postal alors qu'il distribue des centaines de milliards aux banques est provoquant. Donner les bénéfices de la Poste aux actionnaires pour qu'ils les jouent en Bourse au lieu de les investir en salaires, emplois et qualité de service est choquant. Du coup, dans un climat où les pilotes d'avions, les cheminots, les enseignants ou les salariés de l'automobile donnent de la voix, le gouvernement engagé dans la privatisation de l'école et des hôpitaux craint que la mobilisation autour de la Poste s'étende à la défense de tous les services publics et puisse être l'amorce d'une riposte contre la crise qu'il voudrait nous faire payer.

Tous en lutte, c'est le moment

La CGT, CFTD, FO, CFTC, SUD et le "Comité National pour la mobilisation contre la privatisation de la Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal" appellent à manifester samedi 22 novembre dans tout le pays. A Angers, postiers et usagers se rassemblent à 15 heures, Place Leclerc à Angers. Faisons tout pour que cette journée soit une large réussite qui annonce et prépare le début d'une riposte plus générale. Les déclarations contradictoires du gouvernement montrent qu'il n'est pas invincible. La légitimité et la sympathie sont du côté du service public. Nous pouvons gagner !